

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE

Mont César
au gril
60930 Bailleul-Sur-Thérain

Références : IC-R/175/25-MV/VM
Code AIOT : 0005106751

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE implanté LE MONT CESAR 60930 Bailleul-sur-Thérain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à un départ de feu sur une alvéole de déchets banals. Ce départ de feu a nécessité l'intervention du SDIS. Les eaux d'extinction ont été collectées et évacuées, l'exploitant a présenté un BSD pour ces dernières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE

- LE MONT CESAR 60930 Bailleul-sur-Thérain
- Code AIOT : 0005106751
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE exploite, sur le territoire de la commune de Bailleul-sur-Thérain, des installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traçabilité.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2.5.1	Sans objet
3	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé **quatre non conformités (faits modérés)** à corriger sous un mois :

- absence de suivi précis sur la comptabilité des stocks par différence des bons de pesée;
- une des deux cannes d'aspiration du bassin n'est pas fonctionnelle (crépine d'aspiration bouchée);
- accès et signalisation de la vanne barrage à améliorer;
- un RIA défectueux et un extincteur sur roue non opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Un feu s'est déclenché dans une alvéole de déchets banals le 21 mars 2025 vers 13h30. L'exploitant a prévenu l'inspection par téléphone du départ de feu et un rapport d'accident a bien été transmis à l'inspection le 28 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans le bâtiment de stockage via la mise en place d'une bordure d'au moins 20 cm. Une rampe d'accès aux véhicules est aménagée sur toute la longueur du bâtiment. La zone de stockage extérieure forme une capacité complémentaire de rétention des eaux d'extinction d'incendie. A cet effet le débourbeur-déshuileur sera muni d'une vanne de barrage stoppant tout rejet dans le bassin des eaux pluviales du CSDND mitoyen en cas d'incendie. Les organes de commande de fermeture du rejet sont signalisés et actionnables manuellement en toute circonstance. La capacité de confinement totale du site (intérieur du bâtiment + plateforme extérieure) est au moins de 160 m ³ . La vidange de cette capacité de confinement suivra les principes imposés par l'Article 4.3.7. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. A cet effet un point bas est créé dans le bâtiment de stockage pour faciliter leur pompage.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué que l'opérateur a vu le départ de feu et qu'il a tout de suite appelé les pompiers et sa hiérarchie avant de commencer la lutte incendie avec un RIA. A l'arrivée des pompiers, il a fermé la vanne d'isolement du site. Les eaux d'extinction ont ainsi pu être confinées sur place et être récupérées.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de la vanne de barrage au niveau du débourbeur et de son bras de mise en œuvre. La signalisation de ces derniers apparaît toutefois insuffisante, seul le bras de mise en œuvre étant signalé. Par ailleurs, l'accès au niveau de la vanne située de l'autre côté du grillage nécessite le passage d'un portail fermé à clé. L'exploitant a indiqué qu'il allait procéder à une meilleure signalisation et faciliter l'accès à la vanne.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les BSD de nettoyage de son débourbeur de novembre 2023 et de février et décembre 2024. Un BSD pour l'évacuation des 20 tonnes d'eaux d'extinction incendie a également été présenté.</p> <p>Non conformité (faits modérés): signalisation de la vanne barrage insuffisante et accès à cette vanne nécessitant le passage d' un portail fermé à clés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'améliorer la signalisation et l'accès à la vanne barrage sous un mois. Les justifications de réalisation sont à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Maitrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)</p>

<p>Constats :</p> <p>Un mode opératoire "incendie d'alvéole" existe dans le système documentaire de l'exploitant et il est également affiché à l'entrée des locaux. L'exploitant dispose de téléphones permettant d'alerter les secours en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de défense incendie qui renvoie vers la consigne incendie.</p> <p>Le compte rendu du dernier exercice incendie (mise en situation pour un départ incendie dans le bâtiment de transfert) du 15 janvier a également été transmis à l'inspection .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il avait la possibilité d'avoir l'état des stocks par différence à partir de bons de pesée établis mais qu'en l'absence d'un état zéro initial cette différence n'apporterait que peu de précisions. Il a indiqué qu'il allait mettre en place cette comptabilité des stocks pour son site en établissant un inventaire initial de départ.</p> <p>Cet article est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2025.</p> <p>Non conformité (faits modérés): absence de suivi précis de comptabilité de l'état des stocks par différence à partir des bons de pesée établis</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une comptabilité des stocks présents sur son site et de la mettre à jour à minima de manière hebdomadaire. La justification de cette mise en place sera à transmettre à l'inspection sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
(...)

Constats :

Suite à un choc récent avec un engin de manutention, un des RIA n'était pas utilisable le jour du départ de feu. L'exploitant a indiqué qu'il avait passé commande pour la remise en état de ce dernier. Un extincteur sur roue a également été percuté lors du départ de feu mais il n'a finalement pas été utilisé.

Par ailleurs, lors de l'intervention des pompiers pour le départ de feu, il a été constaté que la crépine d'aspiration d'une des deux cannes d'aspiration permettant de prélever l'eau du bassin était bouchée, le raccord à la seconde canne d'aspiration n'a lui pas présenté de problèmes.

Non conformités (faits modérés):

- une des cannes d'aspiration du bassin est bouchée;
- un des RIA est défectueux et un extincteur sur roue a été déclenché.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de:

- procéder au nettoyage du bassin ou de la crépine d'aspiration afin de rendre les deux raccords d'aspiration fonctionnels;
- procéder à la remise en état du RIA et de l'extincteur.

Les justificatifs de réalisation de ces actions sont à transmettre à l'inspection sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois